

**Dans une adresse à tous les PLP, le secrétaire académique du Snetaa-Fo écrit notamment : « Comment allons-nous réussir à convaincre les PLP de la nécessité de se mettre en grève, alors que certains ont tenté de leur faire croire que les grilles horaires des Bac Pro et CAP allaient supprimer 5000 postes de PLP ? »**

**Que voilà une excellente question ! Mais comme il n'y apporte aucune réponse claire, nous allons l'aider dans sa réflexion, « certains » que nous sommes !**

1- L'intersyndicale des PLP (SNUEP/SNEP/CGT/SUD/SNALC/FAEN/SIES) a réussi à convaincre 30 % des PLP à se mettre en grève le 27 septembre (et donc sans le Snetaa-Fo, le Se-Unsa et le Sgen-Cfdt). Rappelons en effet que le ministère décompte les grévistes à la 1<sup>ère</sup> heure de cours et après basta ! Donc, les 13,5 % de grévistes annoncés par le ministère sont déjà historiques. Même Eric Mouchet, le SA du Snetaa Bordeaux, a reconnu « que c'était pas mal » en réunion intersyndicale académique ! Qu'est-ce qui permet donc de dire au Snetaa-Fo que c'est grâce à lui qu'il y a eu quelques postes de sauvegardés (d'ailleurs, attendons les DGH pour le confirmer et elles n'arriveront qu'après les élections et le Conseil Académique de l'EN du 6 novembre ne traitera que la carte des formations des BTS !!) ? Le Se-Unsa le revendique aussi. L'intersyndicale évidemment puisque cela intervient après l'expression d'un fort mécontentement. Et le ministre n'a pas écrit que c'était grâce à untel ou untel... Il préfère garder le silence et laisser croire que c'est le Snetaa qui l'a obtenu car comme force syndicale d'action contre les politiques libérales, et de destruction du service public, on a connu mieux depuis 2008 !!!

2- Le Snetaa-Fo ne parvient donc plus à « convaincre » les collègues à faire grève. Serait-ce qu'il n'en a plus les moyens en voulant exister tout seul ? Généralement, le « majoritaire » donne l'exemple. Mais le souvenir de 2007-2008 est encore dans toutes les mémoires. Alors que par la grève et les mobilisations intersyndicales, les lycées professionnels et leurs élèves étaient debout contre la réforme du Bac pro 3 ans, voilà que le SG du Snetaa annonce qu'il va signer le protocole de discussion avec le ministère (avec le Se-unsa et la Sgen). Comme trahison, on ne fait pas mieux ! Et ça plombe pendant un certain temps. D'où sa surprise aujourd'hui de voir qu'une grève réussisse sans qu'il soit présent... Cela fait mal pour ceux et celles qui voulaient centrer la campagne des élections sur les 1607 heures et le PPCR... Et si le Snetaa-Fo ne parvient plus à « convaincre les collègues de la nécessité de faire grève », alors pourquoi a-t-il relayé tous les appels de sa Fédération lors des différents mouvements de grève où elle s'est associée ? Ainsi sur le site du Snetaa-Fo, on peut relever 17 appels à la grève depuis le 31 janvier 2014 (dont 12 sous Hollande...) ! Les PLP sont donc bons pour faire grève quand FO appelle à le faire mais sont incapables de se mobiliser si c'est le Snetaa qui les appelle à défendre l'outil de travail... Là on nous prend pour des cons ! La ficelle est trop grosse ! Dans un monde où quasiment tous les Gaulois (à part ceux qui ruissent) sont extrêmement en colère, un village de Romains résisterait donc seul en « négociant » avec l'ultra-libéralisme afin de faire accroire que c'est comme ça qu'il faut faire pour obtenir quelques avancées ! C'est triste d'en arriver là !

3- Mais avec tout ça il ne faut pas perdre de vue ce qui est majeur dans la « réforme » Blanquer : la déstructuration annoncée de l'enseignement professionnel public au profit de l'apprentissage ! Et le Snetaa a beau s'agiter sur la dégradation des conditions de travail, elles ne vont qu'empirer avec cette « réforme ». Les LP vont garder les jeunes les plus en difficultés et le patronat va attirer à lui ceux qui posent le moins de problèmes. Les LP vont devenir des ghettos et ce gouvernement les coule d'autant plus qu'il leur retire 300 millions de TA ! Le Snetaa-Fo le sait parfaitement mais en voulant à tout prix tirer la couverture à lui, il ne fait qu'aggraver la situation car le ministère en profite pour dézinguer à tout va. A ce sujet, il est bon de relire la déclaration de FO et de son syndicat le Snetaa-Fo au CSE du 10 octobre 2018.

Dans celle-ci, il dit avoir « combattu la loi « liberté pour son avenir professionnel » car elle prévoit le développement de l'apprentissage à tout crin en concurrence des formations en lycées professionnels » On veut bien tout croire mais celle-ci est votée depuis le 5 septembre ! Il dit combattre les « campus des métiers » mais on en compte déjà plus de 78 en France depuis 2013 (dont 7 en Aquitaine) ! Une paille ! Et 27 qui ont été créés entre 2017 et 2018 !!! Il dit combattre l'apprentissage mais celui-ci s'est accru en bac pro depuis la précédente « rénovation » de la voie pro qu'ils ont approuvée puisque c'est l'UIMM pour ses CFA qui voulait de ce bac pro 3 ans ! Il dit ne pas accepter de « dégradations des conditions de travail » mais les secondes par famille de métiers, la co-intervention, la suppression de 50 % de la filière GA, l'apprentissage généralisé et la mixité des publics... vont les rendre encore plus difficiles. Et tout à l'avenant !

Enfin, la diminution drastique des horaires-élèves en EG et Arts A que ce soit en CAP ou en Bac pro ! Pour les élèves qui ont moins, ce sera encore moins ! Qui peut croire encore que les LP ne vont pas souffrir de la diminution des postes ? Comme en 2008, le ministère va laisser passer les élections et puis... Mais soyons rassurés, comme certains le disent, « **on peut faire mieux avec moins** ». Il n'y a plus rien à rajouter !

Le gouvernement est dans un moment compliqué. Mais il ne faut pas croire que la « négociation » va le faire plier. C'est le rapport de force qui va le contraindre, le nombre de bataillons ! Il est encore temps d'agir et pour commencer **le 12 novembre**. Les PLP doivent être en masse à l'appel de l'intersyndicale pour défendre l'avenir des LP et SEP mais aussi celui de l'ASH dans nos SEGPA et EREA. **Ce ne sont plus des paroles qu'il faut, ce sont des actions. Le SNUEP-FSU gardera ce cap !**

### **Bulletin académique n°231 : Numéro spécial "Réforme" de la Voie Pro**

➔ **Quatre dates, quatre événements et un seul fil conducteur : Non à cette « réforme » !**

**Avis défavorable du CSE sur les grilles horaires CAP et Bac Pro !**

➔ **Résultats des votes sur la grille horaire Bac Pro et CAP / Mobilisation générale pour défendre l'enseignement professionnel public**

➔ **Article Sud-Ouest : Inquiétudes au Lycée professionnel**

➔ **Conseil supérieur de l'éducation du 10 octobre 2018 : Déclaration de la FSU**

➔ **Communiqué de l'intersyndicale : Réforme de la voie pro : le Ministre passe en force !**

➔ **CSE du 10 octobre 2010 : amendements de l'intersyndicale concernant les arrêté Bac Pro et CAP**

➔ **Seconde famille des métiers de la relation clients COMMERCE – VENTE – ARCU : Une rentrée 2019 intenable pour les PLP !**

➔ **Seconde famille des Métiers de la Gestion Administrative, du transport et de la logistique : Des imprécisions et incohérences génératrices de travail supplémentaire pour les PLP**

➔ **Seconde famille des Métiers de la construction durable, du bâtiment et des travaux publics : Une famille de métiers non souhaitée t une pratique pédagogique imposée, synonymes de dégradation pour les élèves et pour les PLP**

➔ **Non Monsieur le ministre, les lycéens professionnels ne coûtent pas plus cher que les autres.**



**Contre la réforme Blanquer de la voie professionnelle**  
**Ensemble : mobilisons-nous le 12 novembre**  
**Ensemble : défendons les conditions d'études de nos élèves et**  
**nos conditions de travail !**

#### ■ Sur les grilles horaires :

L'intersyndicale exige que toutes les disciplines bénéficient d'heures suffisantes pour dispenser des savoirs solides, que des moyens conséquents soient fléchés pour des dédoublements - notamment dans les matières générales et que la co-intervention imposée à moyen constants soient retirée de ces grilles et reste possible sur la base du volontariat des enseignants.

#### ■ Sur les postes

Le ministre prétend vouloir revaloriser la voie professionnelle or il organise une réforme pour économiser des moyens sur le dos des PLP et des élèves. Ensemble refusons avec force toutes les suppressions de postes dans la voie professionnelle et exigeons des moyens pour améliorer nos conditions de travail !

#### ■ Sur les fusions de diplômes

L'intersyndicale refuse la fusion des diplômes bac pro vente et commerce qui n'est qu'un outil pour supprimer encore plus des postes. Ne les laissons pas faire un GA Bis !

#### ■ Familles de métiers

L'intersyndicale refuse la mise en œuvre des classes Familles de Métiers qui serviront à supprimer de postes et à terme à réduire le nombre de diplômes. Les jeunes ont besoin de savoirs professionnels solides pour une entrée durable dans l'emploi.

#### ■ CAP

L'intersyndicale exige que des classes spécifiques soient créées pour les jeunes qui passeront le CAP en 3 ans.

#### ■ Gestion Administration

L'intersyndicale refuse toute fermeture sèche des filières GA. Elle exige pour les jeunes, des ouvertures de sections dans d'autres filières et une rénovation ambitieuse des contenus d'enseignement. L'intersyndicale refuse les reconversions forcées pour les personnels et s'engage à soutenir les collègues et les établissements contre toute pression.



## **"Plan d'actions pour la protection de l'école"**

Le ministre de l'EN, entouré des 30 recteurs, a présenté le 31 octobre les mesures du "plan d'actions pour la protection de l'école" concernant la classe et les établissements scolaires. Le troisième volet du plan « les mesures qui concernent les abords des établissements, sera présenté "d'ici le 15 décembre" après concertation des collectivités territoriales et un travail interministériel.

Il faut prendre le temps pour analyser les mesures annoncées mais il y a d'autres qui sont déjà mises en place par les équipes dans notre académie. Arrêtons-nous sur le recours aux conseils de discipline, car le ministre a déclaré le 27 octobre sur Europe 1 : « S'il y a peu de conseils de discipline, c'est notamment parce que, pendant toute une époque – et c'est terminé depuis mon arrivée –, il y avait une évaluation des établissements en fonction du nombre de conseils de discipline.

Le Canard enchaîné du 31 octobre démontre le contraire : « Le 11 octobre, une inspectrice de l'académie de Grenoble a adressé à l'ensemble des chefs d'établissements de l'Isère une circulaire relative aux procédures disciplinaires, où elle exprime ce regret : *Dans notre département, le nombre de conseils de discipline dans les établissements publics enregistre une hausse constante depuis plusieurs années...* »

C'est une illustration parmi d'autres que la communication ne résout pas les problèmes ; il est temps de passer aux actes. Comme au LP de Trégey, entre autres !

### **Le SNUEP-FSU condamne et exige des réponses éducatives !**

Le ministre Blanquer prétend "rétablir l'ordre" tandis que le gouvernement annonce tenir prochainement un "comité stratégique" réunissant à la fois le ministère de l'Éducation nationale ainsi que celui de l'Intérieur. Si devant toute agression, une sanction ainsi qu'une réponse rapide et forte s'imposent, en aucun cas des équipes de mobilité, des portiques, des caméras etc. ne sont la solution.

Pour le SNUEP-FSU, la réponse est aussi éducative. Il faut prévenir les problèmes pour qu'ils n'adviennent plus. Il faut redonner des moyens aux lycées professionnels pour augmenter le taux d'encadrement dans les classes, étoffer les vies scolaires avec davantage de CPE et d'AED, renforcer les équipes pluri-professionnelles dans les lycées professionnels avec au moins une infirmière scolaire et une assistante sociale à temps plein dans chaque LP, redonner du temps disciplinaire aux professeur·es de lycée professionnel pour mener à bien leurs enseignements, redonner les moyens de mener des projets décidés par les équipes pédagogiques et aussi soutenir tou·tes les collègues qui se trouvent en difficulté.

Exsangue aujourd'hui, une formation initiale et continue ambitieuse des personnels est nécessaire pour que chacun·e puisse exercer dans les meilleures conditions.

Le SNUEP-FSU rappelle son opposition à la réforme Blanquer de la voie professionnelle dont les finalités sont à l'opposé de ces objectifs. La réduction des moyens et la multiplication des dispositifs vont dégrader plus encore les conditions de travail des personnels des lycées professionnels alors même qu'ils et elles en sont déjà insatisfaits.

Le SNUEP-FSU revendique l'établissement d'une carte de l'éducation prioritaire pour les lycées, sur des critères nationaux et transparents. Il dénonce le nouveau report, par le ministre, de toute discussion sur l'élargissement de l'éducation prioritaire aux lycées.

Pour défendre nos conditions de travail, notre statut, nos élèves, le SNUEP-FSU appelle l'ensemble des professeur·es et CPE de lycée professionnel à se mettre en grève et à participer aux manifestations le 12 novembre prochain.

## Qui sont les décrocheurs des STS ?

"Sept ans après avoir obtenu leur bac, 27 % des bacheliers 2008 qui s'étaient inscrits en STS ont quitté l'enseignement supérieur sans aucun diplôme, une part identique à celle des inscrits en licence", écrit le Cereq dans un nouveau Bref. " Les sortants sans diplôme de STS ont un profil social et scolaire plus modeste. Ils montrent le visage de cet « autre enseignement supérieur », peuplé de bacheliers professionnels et technologiques (80 % en 2010) et de jeunes issus de milieu populaire (en 2010, près de 40 % d'entre eux ont deux parents ouvriers ou employés, plus de 80 % en ont au moins un)". Dernière caractéristique : ils reprennent plus rarement leurs études que d'autres. Leur accès à l'emploi s'est aussi modifié : « les décrocheurs » de STS n'accèdent désormais pas plus facilement à l'emploi que « les décrocheurs » de l'université, alors que les diplômés de BTS ont maintenu, eux, leur avantage sur les diplômés de licence".

Normalement des études comme celle-là doivent servir pour corriger le tir et permettent à ces élèves une poursuite d'études normale ou une insertion professionnelle correcte. Mais non, c'est exactement le contraire qu'on observe. Car les choix politiques sont loin d'être pédagogiques et sociaux. D. Bloch, "père" du Bac pro en 1985 (2 ans CAP/BEP + 2 ans Bac Pro), 10 ans après la « rénovation de la voie pro » a déclaré : "*Le bac pro 3 ans a constitué un bon objectif pour un certain nombre d'élèves. Mais sa mise en œuvre s'est effectuée dans la précipitation, sur des bases qui n'étaient pas pédagogiques mais d'abord financières.*"



### Stages de formation organisés par le Snuep-Fsu :

[Stage ASH](#) / 15 novembre 2018

[Contractuels](#) / 29 novembre 2018

[Réformes de la Voie Pro](#) / 22 novembre 2018

[Stagiaires ESPE](#) / 15 et 21 novembre 2018

# Elections professionnelles du 29 novembre au 6 décembre 2018.

## ■ Pourquoi voter ?

Ces élections interviennent dans un contexte particulier. Le gouvernement veut vider de leur sens toutes les instances de consultations qui vous permettent de participer, par l'intermédiaire de vos élu·es, à l'organisation et au fonctionnement du service public comme à l'élaboration des règles statutaires et aux décisions individuelles sur nos carrières.

L'immense majorité des personnels est attachée à ce système. Chaque année, le SNUEP-FSU répond aux multiples demandes des PLP lors des opérations de carrière et de mouvement. Pour conserver cette capacité d'action, pour éviter une gestion aveugle de nos métiers et de nos carrières, la mobilisation de toutes et tous est impérative.

## ■ Comment voter ?

1. J'accède à mon espace électeur en créant mon mot de passe : je me connecte sur [elections2018.education.gouv.fr](http://elections2018.education.gouv.fr) (dès maintenant). Jusqu'au 14 novembre, je peux contester mon profil.
2. Je récupère mon identifiant de vote (pli cacheté remis entre le 5 et le 13 novembre ou réception par mail). Si je perds mon identifiant, je peux en obtenir un nouveau via mon espace électeur ([elections2018.education.gouv.fr](http://elections2018.education.gouv.fr)) jusqu'à la clôture du vote.
3. Dès le 29 novembre 10 h (heure de Paris), **je vote !** J'accède à l'espace de vote via [elections2018.education.gouv.fr](http://elections2018.education.gouv.fr) grâce à mon identifiant et mon mot de passe. **Je vote à tous les scrutins auxquels je suis électeur/trice.** Je vote avant le 6 décembre 17 h (heure de Paris).

**Pour mon métier de PLP, je vote et je fais voter.**

Je suis...	PLP Titulaire	Contractuel-le enseignant-e, AED ou AESH	PLP Stagiaire
Comité technique ministériel (CTM)	je vote	je vote	je vote
Comité technique académique (CTA)	je vote	je vote	je vote
Commission administrative paritaire nationale (CAPN)	je vote	je vote	
Commission administrative paritaire académique (CAPA)	je vote	je vote	
Commission consultative paritaire (CCP)		je vote	

**Contractuel-le, puis-je voter ? OUI** si je suis en CDI ou en CDD depuis au moins deux mois à la date du 29 novembre 2018, et pour une durée minimale de six mois ou reconduit successivement depuis au moins 6 mois.

## ■ CAPA PLP de Bordeaux : [Profession de foi](#)

**ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES**  
DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE 2018

**CAPA | PLP**



Les élu·es du SNUEP-FSU travaillent au quotidien à vos côtés. Ils et elles siègent dans toutes les instances pour porter les revendications des PLP et défendre la voie professionnelle. Mutations, promotions, congés formation..., les élu·es du SNUEP-FSU assurent la défense individuelle et collective des PLP dans la transparence et l'égalité de traitement, défendant le paritarisme, seul garant d'équité.

Ils et elles exigent le respect du statut garantissant une égalité de service sur tout le territoire et l'égalité effective entre les femmes et les hommes.

Présent et actif au sein de la FSU dans les instances départementales et académiques, le SNUEP milite pour une véritable reconnaissance de nos missions d'enseignants.

La reconnaissance de notre métier et de notre professionnalisme passe par le rattrapage du pouvoir d'achat, l'instauration de la pondération pour les classes à examen et le respect de notre liberté pédagogique.

Engagé pour l'amélioration de nos conditions de travail et de nos salaires, le SNUEP-FSU refuse l'annualisation de notre temps de travail et revendique un service de 16 h devant élèves.

**ACADEMIE DE BORDEAUX  
DES ÉLU·ES  
POUR VOUS DÉFENDRE !**

**VALORISER L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL PUBLIC ET LAÏQUE,  
UNE EXIGENCE SOCIALE !  
RASSEMBLÉ·ES AVEC LE SNUEP-FSU !**

La régrecion sociale ne se négocie pas, elle se combat.  
Tel fut le cas de la « rénovation » de la voie professionnelle de 2009 sous le gouvernement de Sarkozy, tel est également le cas pour la « réforme » actuelle : toujours moins de moyens pour nos élèves !

Non Monsieur le ministre, les lycées professionnels ne coûtent pas plus cher que les autres !  
Les jeunes de la voie professionnelle ne vont pas en classe préparatoire et très majoritairement ne poursuivent pas de longues études. Ils et elles sont en emploi quand les jeunes de la voie générale et technologique sont eux encore en études.



DU 29 NOVEMBRE AU 6 DÉCEMBRE  
JE VOTE **SNUEP** POUR UNE REELLE  
VALORISATION DE MON METIER ET  
AMELIORER MES CONDITIONS DE TRAVAIL

